

Retailleau sait-il où il habite ?

écrit par Gilles La Carbona | 1 septembre 2025



Retailleau soutient Bayrou ! Une nouvelle fois, l'homme

fait l'inverse de ce qu'il raconte à longueur de journée, mais cela ne nous étonne plus.

Oubliées les paroles de Larcher devant des jeunes applaudissant à tout rompre au slogan : « *On est de droite* » ou encore, « *nous ne sommes pas des macronistes* », visiblement Retailleau va tenter de nous expliquer qu'il est contre Macron tout en étant pour Bayrou, mais en s'opposant fermement à certains aspects de sa politique.

Faut oser tout de même cette génuflexion, mais en bon politicard qu'il est, cela ne lui pose aucun problème. C'est bien là que le bât blesse justement. Il ne suffit pas de dire qu'on s'oppose tout en collaborant et le moment venu, finalement, se coucher pour rester au gouvernement et jouir de sa position pour... mais pour y faire quoi au juste ? A-t-il seulement réussi autre chose que de déclamer dans de pieux discours une volonté qui s'est heurtée à la fois au mur présidentiel, et à celui de l'autre réalité, à savoir, l'incompatibilité des mesures qu'il envisage avec l'appartenance à l'UE ? **Non.**

Cela ne l'empêche pas de nous ressortir l'éculé argument du : « *Je reste pour changer de l'intérieur* » et mieux encore : « *Si on ne vote pas Bayrou, ce sera la chaos* ». **Mais c'est le chaos, justement.** À l'intérieur il y est, dans tous les sens du terme, et il ne peut rien faire. Cette vieille blague est la même qu'avec l'Europe. On ne change rien de dedans, parce que celui qui a les clés ne le permet pas. La compromission à rester finit par n'être qu'une complicité qui défend des intérêts de carrière et non une grandeur ou vision pour le pays.

Retailleau avait une chance de vraiment se démarquer, de montrer que sa position personnelle s'effaçait devant l'impératif du moment. Il préfère abdiquer avant même de

combattre, sous le prétexte fallacieux que le chaos qui suivra sera fatal à la France. Mais la situation dans laquelle nous sommes est déjà funeste et le problème ne vient pas d'un gouvernement en passe d'être renversé, mais bien de la tête de l'exécutif. Au RPF nous le répétons depuis des mois, virer Macron et la moitié des soucis s'envole. Il faut faire le ménage, et la seule façon d'y parvenir est de tout changer puisque rien ne va. Pour y parvenir encore faut-il avoir le courage de poser les bonnes questions et de cesser de penser qu'en prélevant plus tout va s'arranger. Contrairement à ce que prétendait Macron, la France n'a pas un problème de ressources, mais de dépense, et de cela, à part Sarah Knafo, personne n'en parle sérieusement. Il est temps de faire des économies, de supprimer toutes les aides qui engraisent soit des pays étrangers, soit des structures inutiles créées pour caser ou recaser des copains, ou des subventions à entreprises non viables. Les priorités doivent être tournées vers le peuple français, vers la nation. La générosité d'hier n'est plus possible aujourd'hui, il faut cesser cette gabegie.

Retailleau aurait dû saisir l'opportunité de la rupture qui s'annonce. Si Bayrou ne tombe pas, il apparaîtra comme un traître ayant contribué à son maintien et la suite ne lui donnera pas raison, car le pays ne pourra pas se redresser avec un budget d'austérité tel qu'il doit être présenté. S'il tombe, il se retrouvera seul, désavoué et devra rétropédaler pour rester dans la course. Que pourra-t-il espérer ? Que Macron ne dissolve pas et qu'il soit renommé dans le futur gouvernement ? Quelle image déplorable véhiculera-t-il alors, en a-t-il seulement conscience ? Si dissolution il y a, quel poids aura-t-il, lui qui aura ostensiblement tendu la main à la macronie pour sauver Bayrou ? Il eût été préférable pour lui, dans le pire des cas, de s'abstenir de toute déclaration, et s'il devait en faire une, ce n'était

certainement pas celle-ci. La position qu'il occupe est déjà scabreuse, mais ses paroles lèvent le doute sur ses intentions réelles et son penchant. Il veut être dans la lumière coûte que coûte, c'est hélas le défaut de nos politiciens, qui confondent leur carrière avec l'avenir du pays.

Ce n'est de toute façon pas en tremblant sur l'avenir politique qui s'avance que nous réglerons les choses. Parler de chaos n'effacera pas la réalité de la situation, et vouloir la cacher derrière le paravent troué d'une pseudo stabilité gouvernementale n'arrange rien. Oui le pays est en crise, oui le déficit est l'œuvre de décisions absurdes prises par les responsables politiques successifs depuis quarante ans. Non les Français ne sont pas coupables de ces turpitudes, ils en sont les victimes, vouloir les culpabiliser est une faute. Tenter d'opposer des classes d'âges est une manœuvre ignoble.

Nos institutions ne répondent plus aux besoins de notre époque. S'accrocher à ce qu'elles ont représenté devient un délit démocratique qui ne peut qu'engendrer une réaction violente du corps social, épuisé par des mensonges et des humiliations à répétition. **Le confort de nos dirigeants est indécent, tout comme l'étaient les privilèges de l'aristocratie à une certaine époque.** Le seul mot République ne peut tout justifier et s'ériger en un bouclier contre les turpitudes dans lesquelles notre régime se vautre depuis tant d'années. Pour qu'il demeure une référence, un nettoyage en profondeur est nécessaire. Les alliances et combines pour garder le pouvoir tiendront-elles encore longtemps face à une population qui souffre et qui demande de l'exemplarité là où elle ne voit que passe-droit et désinvolture ? **Oui, Bayrou doit tomber, et Macron doit être poussé dehors...** Les parlementaires reculent cette échéance

depuis des mois, mais la réalité est têtue, elle n'en finit pas d'avancer et la dérobade tient de moins en moins, faut-il que la rue gronde pour que les consciences s'éveillent ? Faut-il qu'elle déverse sa colère pour qu'enfin nos responsables fassent leur travail ? **Rendez-vous le 8 septembre, espérons que cette date soit le début d'un nouveau...**

Rassemblement du Peuple Français

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire
30 août 2025